



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/25
23 juillet 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU COMMERCE

Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques

Quatorzième session
Genève, 16 et 17 septembre 2008
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS DÉCOULANT D'AUTRES RÉUNIONS

PRÉSENTATION DU CEFAC-ONU

Note du secrétariat*

Résumé

Le présent document a été soumis au Comité exécutif de la CEE le 6 mai, lorsque celui-ci examinait les travaux du CEFAC-ONU.

Il est distribué pour information seulement.

* Le présent document a été soumis tardivement faute de ressources.

I. OBJECTIFS

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) est un organe intergouvernemental ayant un mandat de portée mondiale. Il s'efforce d'élaborer et de promouvoir des processus simples, transparents et efficaces pour le commerce mondial (y compris des processus administration-entreprises ou administration-administration).
2. Pour atteindre cet objectif, le CEFACT-ONU «appuie des activités destinées à renforcer l'aptitude des organisations professionnelles, commerciales et administratives des pays développés, en développement et en transition à échanger efficacement des biens et les services correspondants». «Il s'agit essentiellement de faciliter les transactions nationales et internationales grâce à la simplification et à l'harmonisation des processus, des procédures et des flux d'informations¹.».

II. GÉNÉRALITÉS

3. Entre la commande et le paiement des marchandises, toutes sortes de processus, de procédures et d'échanges d'informations connexes contribuent à accroître les coûts pour l'acheteur et le vendeur. Qu'ils soient le fait d'organismes officiels (autorités douanières ou sanitaires, par exemple), ou d'acteurs du secteur privé (sociétés d'assurance et banques par exemple), ces surcoûts peuvent nuire à la compétitivité de l'ensemble de l'économie et décourager négociants et investisseurs.
4. Les marchandises ne peuvent pas, par exemple, franchir les frontières plus rapidement que les informations «papier» qui les précèdent. Les multiples procédures et formalités officielles auxquelles les exportateurs et les importateurs doivent faire face ralentissent les transactions commerciales, les rendent plus onéreuses et dissuadent souvent les entreprises (petites et moyennes notamment) de s'introduire sur les marchés internationaux. Pour les pays sans littoral ou relativement éloignés de leurs principaux débouchés, des procédures complexes et inefficaces qui engendrent de nombreux surcoûts et obèrent fortement la compétitivité de leurs produits sur les marchés internationaux peuvent être très pénalisantes.
5. La facilitation du commerce, telle que définie par le CEFACT-ONU, est un processus qui vise à surmonter ces obstacles tout au long du cycle «acheter-expédier-payer» et à rendre les échanges commerciaux aussi commodes et efficaces que possible pour les entreprises et les organismes publics. Elle réduit les coûts, renforce la compétitivité et contribue à l'expansion du commerce mondial.
6. La CEE a engagé en 1957 des travaux consacrés à la facilitation du commerce en définissant des normes relatives aux documents commerciaux, qui sont toutes encore appliquées. L'acceptation universelle des normes de la CEE sur les documents papier a servi de base à la normalisation des échanges de données informatisés, qui a conduit à l'adoption en 1987 de la

¹ Extrait de la déclaration de mission du CEFACT-ONU, figurant au paragraphe 1 du document TRADE/R.650/Rev.4.

norme EDIFACT-ONU et aux travaux en cours sur la mise au point d'un langage commun d'échange de données couvrant différentes normes et technologies.

7. Pour tirer réellement parti de la facilitation du commerce, le CEFACT-ONU considère aujourd'hui qu'il est crucial d'adopter une stratégie ayant pour objet:

- a) De créer tout d'abord des procédures plus efficaces et mieux conçues;
- b) De faciliter ensuite les flux de données grâce aux technologies de l'information.

III. FORMULE-CADRE POUR LES DOCUMENTS COMMERCIAUX

8. Le CEFACT-ONU a créé et tient à jour un large éventail de recommandations sur la facilitation du commerce, de normes sur les transactions électroniques et de spécifications techniques, parmi lesquelles: la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux (voir la figure 1 ci-après); EDIFACT-ONU (Règles des Nations Unies concernant l'échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport); UNeDoc (documents commerciaux électroniques de l'ONU); la bibliothèque des éléments de base (CCL) (également appelée «librairie des composants communs»); et le «Guichet unique» pour le dédouanement des exportations et des importations. Ces initiatives sont toutes liées au modèle de chaîne internationale d'approvisionnement «acheter-expédier-payer» (voir la section correspondante ci-dessous), qui occupe une place centrale dans le programme de travail du CEFACT-ONU. Des projets sont également menés dans des domaines tels que l'administration en ligne, les soins de santé et la comptabilité, où il est essentiel d'appliquer des normes identiques à celles utilisées dans la chaîne internationale d'approvisionnement ou compatibles avec ces dernières.

9. Le CEFACT-ONU aide aussi les pays, en particulier les pays en développement ou en transition, à appliquer ses normes et recommandations. Cet appui passe par exemple par l'élaboration et la promotion des recommandations sur le guichet unique pour les exportations et les importations, des documents commerciaux électroniques de l'ONU (UNeDoc) et d'un guide pratique sur la facilitation du commerce. Ce dernier projet, financé par des ressources extrabudgétaires provenant de la Suède, donnera lieu à une série d'ateliers à partir de 2009.

10. Pour plus d'informations sur le CEFACT-ONU et ses travaux, on se reportera à son site Web², qui permet en outre de télécharger gratuitement ses recommandations, normes et outils sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques³.

² <http://www.unece.org/cefact>.

³ http://www.unece.org/cefact/recommendations/rec_index.htm.

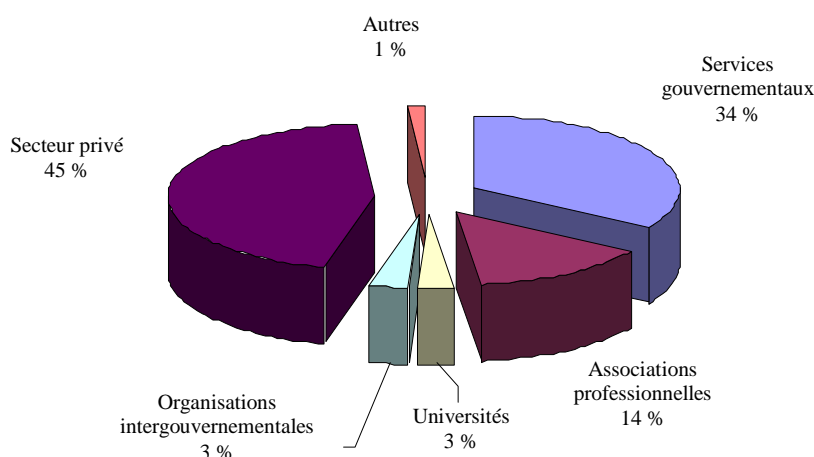
Figure 1. Formule-cadre du CEFACT-ONU pour les documents commerciaux

LAYOUT KEY FOR TRADE DOCUMENTS				
Consignor (Exporter)		Date; Reference No. etc.		
Consignee		Buyer (if other than consignee) or other address		
Notify or delivery address		Country whence consigned		
		Country of origin		
Transport details		Terms of delivery and payment		
Shipping marks, Container No.	Number & kind of packages, Goods description	Commodity No.	Gross weight	Cube
			Net quantity	Value
Place and date of issue; Authentication				
Copyright UNECE				

IV. QUI PARTICIPE AUX FORUMS D'EXPERTS?

11. Le diagramme ci-dessous indique la provenance des experts participant aux forums: organismes gouvernementaux (37 %, y compris les organisations intergouvernementales), associations professionnelles représentant de grands groupes collectifs d'entreprises du secteur privé (14 %), universités (3 %) et sociétés privées (45 %). Les organismes gouvernementaux contribuent pour beaucoup à l'exécution des travaux du CEFACT-ONU.

Figure 2. Provenance des participants par type d'organisation

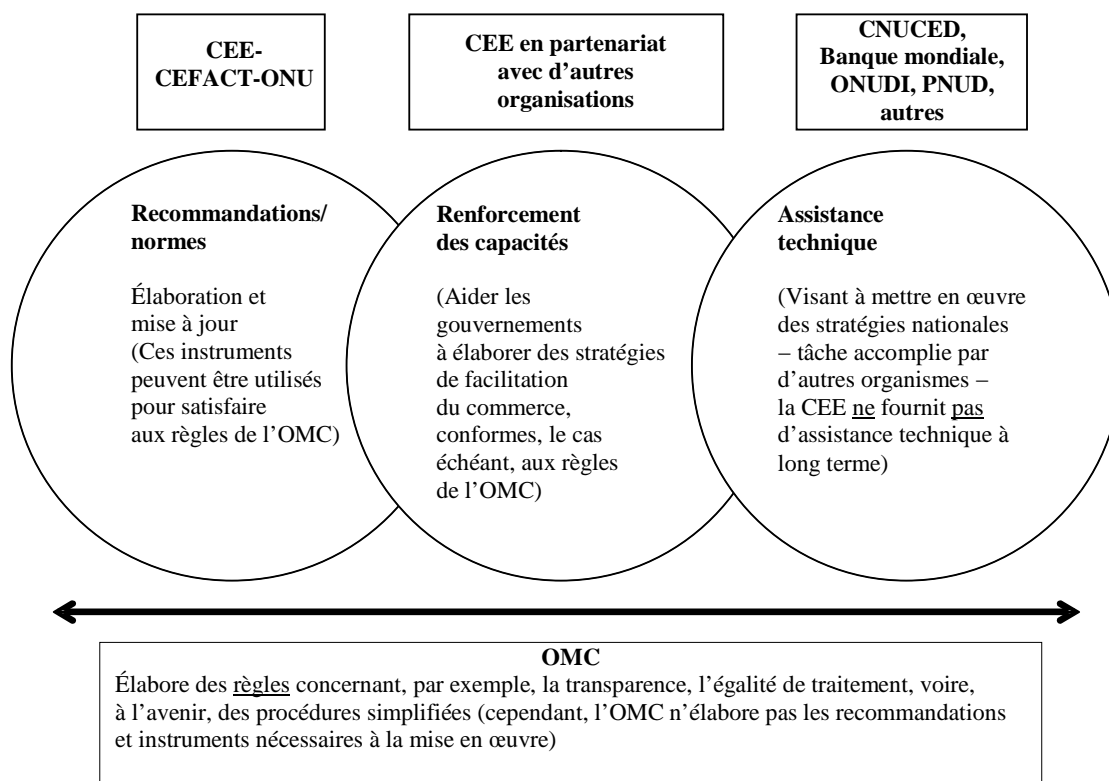


V. RELATIONS ENTRE LES TRAVAUX DE L'OMC ET CEUX DU CEFACT-ONU

12. Le CEFACT-ONU joue un rôle clef dans l'élaboration de recommandations et d'instruments (y compris de normes) en vue d'aider les pays à s'acquitter des engagements pris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il les aide également à renforcer leurs capacités et à définir des stratégies pour mettre en œuvre ses travaux. Cependant, ni la CEE ni le CEFACT-ONU ne s'impliquent dans des activités d'assistance technique du type de celles qu'exécutent généralement la Banque mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation mondiale des douanes, par exemple (voir le diagramme ci-dessous).

13. Les activités de facilitation du commerce menées sous l'égide du CEFACT-ONU s'inscrivent dans le cadre d'un mandat plus large que celui de l'OMC. Si l'OMC traite de questions relatives au passage des frontières, le CEFACT-ONU s'attache à trouver les moyens d'accroître l'efficacité tout au long de la chaîne de valeur, depuis les échanges d'informations qui étayent la décision d'achat jusqu'au paiement des marchandises. Ce point est particulièrement important pour les pays en transition et les pays en développement, où les entreprises doivent faire face à un certain nombre de goulets d'étranglement dans les phases cruciales du cycle «acheter-expédier-payer», ce qui exige des mesures allant au-delà de l'amélioration des procédures douanières pour renforcer la compétitivité.

Figure 3. Relation entre les travaux du CEFACT-ONU et ceux d'autres organisations ou entités



14. Dans les cas où le CEFACT-ONU traite de questions transfrontières (par exemple dans ses recommandations sur les documents alignés ou la création d'un guichet unique pour les exportations et les importations), ses travaux sont déjà pris en compte par des pays dans le cadre des négociations sur la facilitation du commerce. Il devrait néanmoins être possible de renforcer la coopération entre le CEFACT-ONU et l'OMC, voie qu'il convient d'explorer.

VI. PERSPECTIVES

15. Les domaines dans lesquels le CEFACT-ONU devrait achever ou entreprendre des travaux importants dans un avenir proche sont brièvement décrits ci-après.

A. Guide pratique sur la facilitation du commerce et formation connexe

16. Le guide pratique relatif à la facilitation du commerce expliquera pas à pas aux pays en développement et aux pays en transition comment mettre en œuvre des procédures visant à faciliter les échanges commerciaux. La première version du guide, qui devrait être achevée fin 2008, sera mise à l'essai lors d'une série de quatre ateliers régionaux.

B. Normes pour la mise en place d'un guichet unique (Recommandation 34)

17. La nouvelle recommandation relative à la simplification et à l'harmonisation des données, en cours d'élaboration, vise à répondre aux demandes de gouvernements qui souhaitent avoir plus d'informations concernant la façon d'appliquer la Recommandation 33 de la CEE sur le guichet unique pour le dédouanement des exportations et des importations et, en particulier, les normes à appliquer pour mettre en place ce guichet unique. Une autre recommandation connexe (Recommandation 35) sur les questions juridiques liées au guichet unique est également en cours d'élaboration.

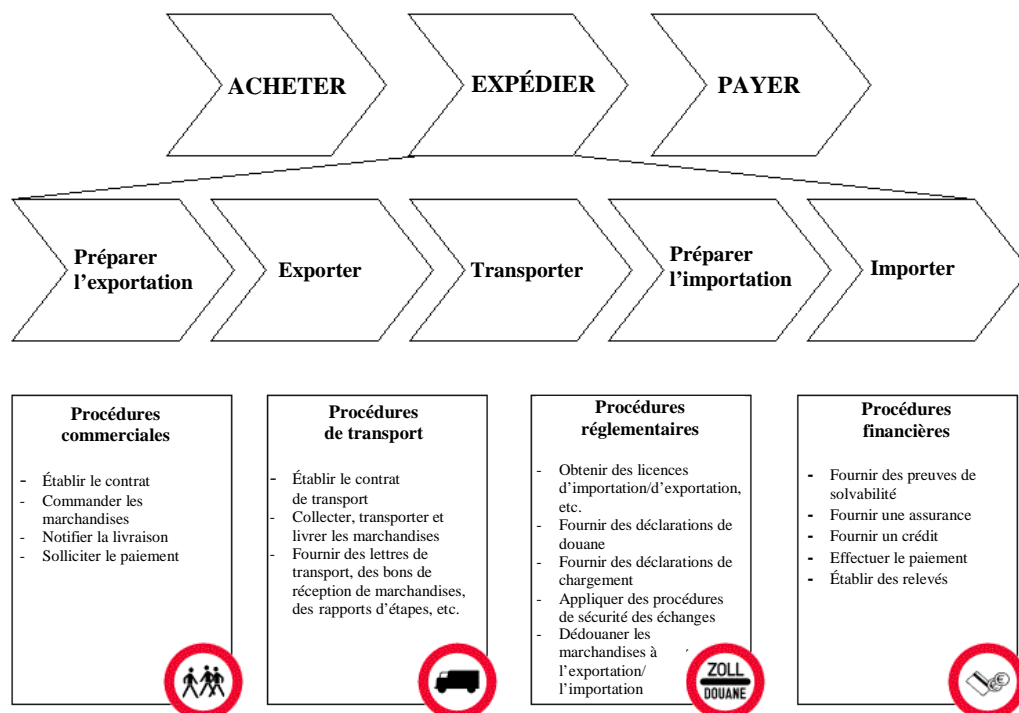
C. Modèle complet «acheter-expédier-payer» et versions mises à jour de la bibliothèque des éléments de base (CCL)

18. Grâce aux importants progrès de la technologie du Web, il est désormais possible aux ordinateurs d'exploiter un «langage commun» de large portée permettant de faire circuler l'information suivant différentes normes et méthodes d'échange de données, ce qui ouvre de nouveaux horizons pour une plus grande efficacité. Le CEFACT-ONU est particulièrement bien placé pour coordonner la mise au point de ce langage commun compte tenu de sa collaboration de longue date avec des organismes gouvernementaux et un large éventail de groupes industriels, de son mandat de portée mondiale et de ses vastes bibliothèques de définitions et de codes de données (résultant des travaux de l'EDIFACT-ONU).

19. Ce concept de langage commun est mis au point au moyen du modèle «acheter-expédier-payer» et de la bibliothèque des éléments de base. Schématiquement, le modèle «acheter-expédier-payer» (qui comprend de nombreux modèles liés de processus individuels) identifie les données à échanger. Des travaux sont effectués pour veiller à l'harmonisation des définitions de données entre les différents processus après quoi celles-ci sont insérées dans la bibliothèque des éléments de base. Les définitions de données figurant dans la bibliothèque peuvent ensuite être utilisées pour établir des documents papier alignés, des schémas XML (Extensible Markup Language), des messages EDIFACT-ONU voire, à terme, d'autres modes de présentation.

20. À l'heure actuelle, le modèle «acheter-expédier-payer» et la bibliothèque des éléments de base en sont à un stade crucial de la mise au point. Un travail intensif est mené pour que le contenu de la bibliothèque atteigne une «masse critique», notamment en ce qui concerne les éléments de base sur lesquels s'appuie le système UNEDocs (documents commerciaux électroniques de l'ONU). Il faut pour cela disposer d'un ensemble d'éléments de base suffisamment important pour que les organisations puissent utiliser les données de la bibliothèque tout au long du processus «acheter-expédier-vendre» – en sollicitant un minimum d'ajouts ou de modifications.

Figure 4. Aperçu général du modèle «acheter-expédier-payer» et description détaillée de la composante «expédier»



D. Début des travaux sur le modèle de données transfrontières en coopération avec l'Organisation mondiale des douanes

21. Des discussions ont été engagées avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD) en 2006 en vue de collaborer à la mise au point d'un modèle de données transfrontières commun. Ce modèle vise à harmoniser les données utilisées tout au long du processus «acheter-expédier-payer» avec celles qui sont employées dans les opérations douanières. Il correspond en effet à un élément crucial du volet «expédier» dans ce processus. Il nécessite donc, en tant que tel, une attention particulière du CEFACT-ONU et une contribution spécifique de l'OMD. L'utilisation de données harmonisées par tous les participants au processus, y compris les douanes, permettrait à l'ensemble des parties de réduire les coûts. Le CEFACT-ONU et ses parties prenantes s'attendent à d'importantes avancées dans les travaux consacrés à ce modèle au second semestre de 2008 et au premier semestre de 2009.

E. Lancement de l'initiative relative aux transactions électroniques pour les secteurs administratif et commercial

22. Cette initiative extrabudgétaire, approuvée par le Comité exécutif de la CEE à sa session de mai 2007, a pour objectif de mettre en place dans les meilleurs délais l'infrastructure et la masse critique de normes requises pour introduire à grande échelle le «langage commun général» (décrit ci-dessus dans la section C). Les résultats escomptés sont les suivants:

- a) Assistance aux experts chargés d'élaborer la bibliothèque CCL et le modèle «acheter-expédier-payer», en vue d'achever plus rapidement les parties essentielles du modèle et d'intégrer dans la bibliothèque les composants correspondants, de façon à créer ainsi une masse critique d'éléments pour appuyer les échanges de données intervenant dans le cycle «acheter-expédier-payer»;
- b) Normes en ligne du CEFACT-ONU – mise en place graduelle d'une démonstration en ligne puis d'un référentiel permettant l'accès en ligne aux travaux du CEFACT-ONU y compris à sa bibliothèque d'éléments de base et à ses modèles de données de référence. Les organisations pourront ainsi mieux comprendre les processus et les besoins d'informations de leurs partenaires;
- c) Outils de renforcement des capacités et services d'appui technique (connaissances spécialisées sur la modélisation et lignes directrices pour les utilisateurs, les formateurs et les réalisateurs d'outils logiciels par exemple). L'objectif est de venir en aide à ceux qui mettent en œuvre ces procédures et à plus de 300 experts des secteurs public et privé qui travaillent sur les produits du CEFACT-ONU;
- d) Appui aux activités de commercialisation et de promotion;
- e) Analyse des insuffisances pour recenser les domaines où des travaux et des ressources supplémentaires sont nécessaires pour faciliter l'achèvement des tâches prioritaires.

VII. COMMENT LE CEFACT-ONU FONCTIONNE-T-IL?

23. Le CEFACT-ONU est un organe intergouvernemental subsidiaire du Comité du commerce de la CEE, auquel il fait rapport et qui donne des directives concernant son programme de travail. Ses orientations générales et son programme de travail sont fixés par la Plénière intergouvernementale, qui se réunit une fois par an à Genève (Suisse).

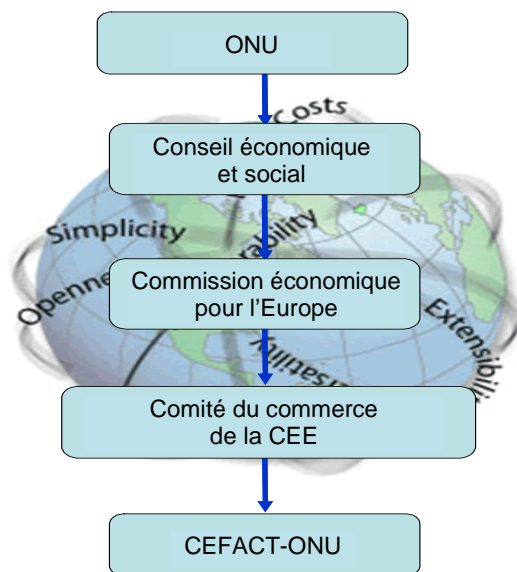
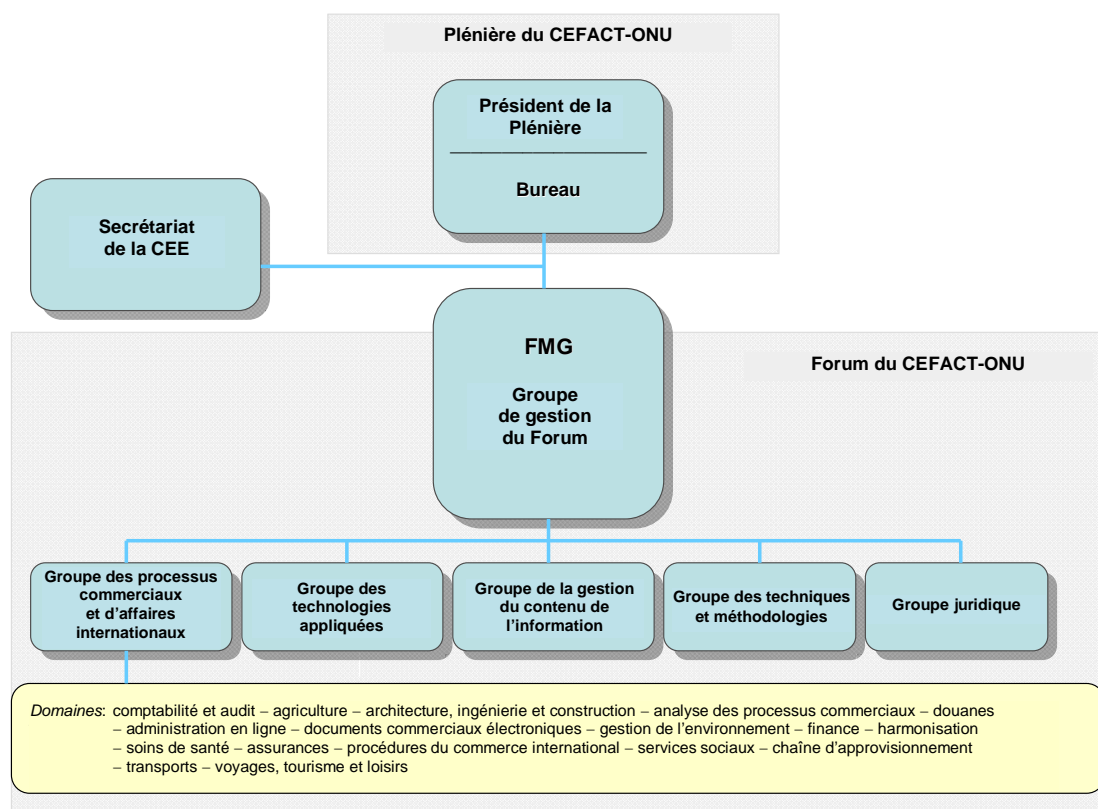
24. La Plénière élit un Bureau, chargé d'appliquer ses décisions. Le Groupe de gestion du Forum doit, en coopération avec le Bureau, coordonner les travaux techniques des experts entre les sessions plénières, et notamment organiser les travaux lors des réunions du Forum. Il comprend un président, un vice-président et les présidents des cinq «groupes permanents» d'experts créés par la Plénière. Ces responsables sont élus par les membres des entités dont ils sont issus (le Forum et les «groupes permanents») et leur élection est confirmée par la Plénière.

25. Plus de 300 experts bénévoles du monde entier travaillant tout au long de l'année en équipes virtuelles effectuent des travaux techniques spécialisés en vue d'élaborer les normes et les recommandations du CEFACT-ONU. Ils sont nommés par les chefs des délégations au CEFACT-ONU.

26. Ces experts viennent du secteur public comme du secteur privé, dans le cadre d'un partenariat public-privé qui appuie les activités de facilitation du commerce et les transactions électroniques. Ils se réunissent deux fois par an à l'occasion d'un «Forum» pour coordonner leurs travaux. En 2006 et 2007, ces forums ont eu lieu au Canada, en Inde, en Irlande et en Suède. En 2008, le forum de printemps s'est tenu au Mexique et celui d'automne sera organisé au Sénégal.

27. On trouvera ci-après des diagrammes décrivant la structure du CEFACT-ONU et sa place au sein de l'ONU (cette structure est présentée en détail dans le document TRADE/R.650/Rev.4).

Figure 5. Le CEFACT-ONU et sa place dans la structure de l'ONU



VIII. PROGRAMME DE TRAVAIL, GESTION DE PROJETS ET PROCESSUS DE HIÉRARCHISATION DES PRIORITÉS

28. Le programme de travail du CEFACT-ONU est élaboré par le Bureau en étroite collaboration avec les présidents des différents groupes. Il est ensuite présenté à la Plénière pour examen et approbation, puis au Comité du commerce pour examen final et adoption.

29. En outre, des consultations sur les priorités à considérer sont régulièrement menées avec les diverses parties prenantes et les utilisateurs. En 2006 et 2007, par exemple, des séances ont été expressément consacrées aux points de vue et aux besoins des parties prenantes durant la Plénière. En 2008, en vue de contribuer au programme de travail, des utilisateurs des secteurs public et privé ont présenté des exposés et un dialogue spécial a été organisé entre les représentants du CEFACT-ONU et ceux des missions diplomatiques.

30. En élaborant le programme de travail, le Bureau tient également compte de la stratégie intégrée du CEFACT-ONU, du cadre stratégique du sous-programme sur le commerce et de toute directive formulée par le Comité du commerce.

31. Chaque projet de norme ou de recommandation s'inscrit dans le cadre du processus suivant:

a) Les projets sont d'abord conçus par des groupes ou des sous-groupes d'experts, qui travaillent tous sans l'appui du secrétariat de la CEE et doivent s'assurer qu'ils disposent eux-mêmes des ressources humaines et financières nécessaires pour le projet envisagé;

b) Les projets proposés sont ensuite examinés par le Groupe de gestion du Forum qui vérifie les points suivants:

- i) Le projet fait l'objet de la coordination requise avec d'autres groupes;
- ii) Il ne fait pas double emploi avec des travaux menés au sein ou hors du CEFACT-ONU;
- iii) Sa place dans la stratégie intégrée des travaux du CEFACT-ONU a été définie;
- iv) Le projet se rapporte au programme de travail;
- v) Les principales organisations/administrations «demandeuses» ont été identifiées.

c) Les projets orientés vers des normes ne sont approuvés que si les experts techniques et les experts commerciaux donnent leur accord et optent pour un processus d'élaboration ouvert.

32. Le Bureau et le Groupe de gestion du Forum suivent le déroulement des travaux en utilisant une matrice de gestion de projet. En cas d'obstacles (réels ou supposés) à la mise en œuvre de projets clefs, ils collaborent avec les experts et les États membres pour hiérarchiser les travaux et, s'il y a lieu, déterminer les ressources nécessaires.

Annexe

QUELQUES EXEMPLES D'UTILISATEURS ET D'UTILISATIONS DES NORMES ET RECOMMANDATIONS DU CEFACT-ONU

1. Plus de 90 % de tous les messages d'échange de données informatisé (EDI) circulant à travers le monde.
2. Administration publique des États-Unis: rapports sur la conformité des marchés de défense et fiches techniques santé-sécurité (pour le transport des matières dangereuses).
3. Gouvernement canadien: initiative sur la sécurité du fret aérien.
4. Administration française: archivage électronique, transfert d'enregistrements numériques et marchés publics (activités en cours).
5. Gouvernements australien, canadien, français et néo-zélandais: délivrance de certificats dans le cadre du commerce des produits agricoles.
6. Négociateurs de l'Organisation mondiale du commerce sur la facilitation du commerce: exemples de normes et de recommandations pertinentes notamment pour les documents alignés et le guichet unique.
7. Gouvernement de la République de Corée: services de passation de marchés publics.
8. Gouvernements de pays d'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est: renforcement des capacités et mise en place du guichet unique.
9. Gouvernement indien: système de gestion des ports.
10. Association de coopération économique Asie-Pacifique, Association des nations de l'Asie du Sud-Est et Gouvernement indien: mise au point de documents commerciaux électroniques.
11. Pays de l'Europe du Sud-Est: travaux sur les couloirs douaniers.
12. Organisation mondiale des douanes et diverses administrations douanières nationales, SWIFT et ISO 20022 (Finance): formes de présentation et définitions des données.
13. GS1 («Global Standards 1»): tous les messages commerciaux (environ 110 000 entreprises les ont mis en œuvre).
14. Secteur international de l'assurance: couverture et sinistres.
15. Industries européennes du gaz et de l'électricité: échange d'informations.
16. Secteur japonais de la construction: appels d'offres électroniques.
17. Secteur japonais du tourisme: location de petites résidences.

18. Entreprises européennes de transport: échange de brèves informations sur le transport maritime.
19. Bon nombre de gouvernements de pays développés et de pays en développement: documents alignés.
